



Le nouvel homme fort de l'Afrique

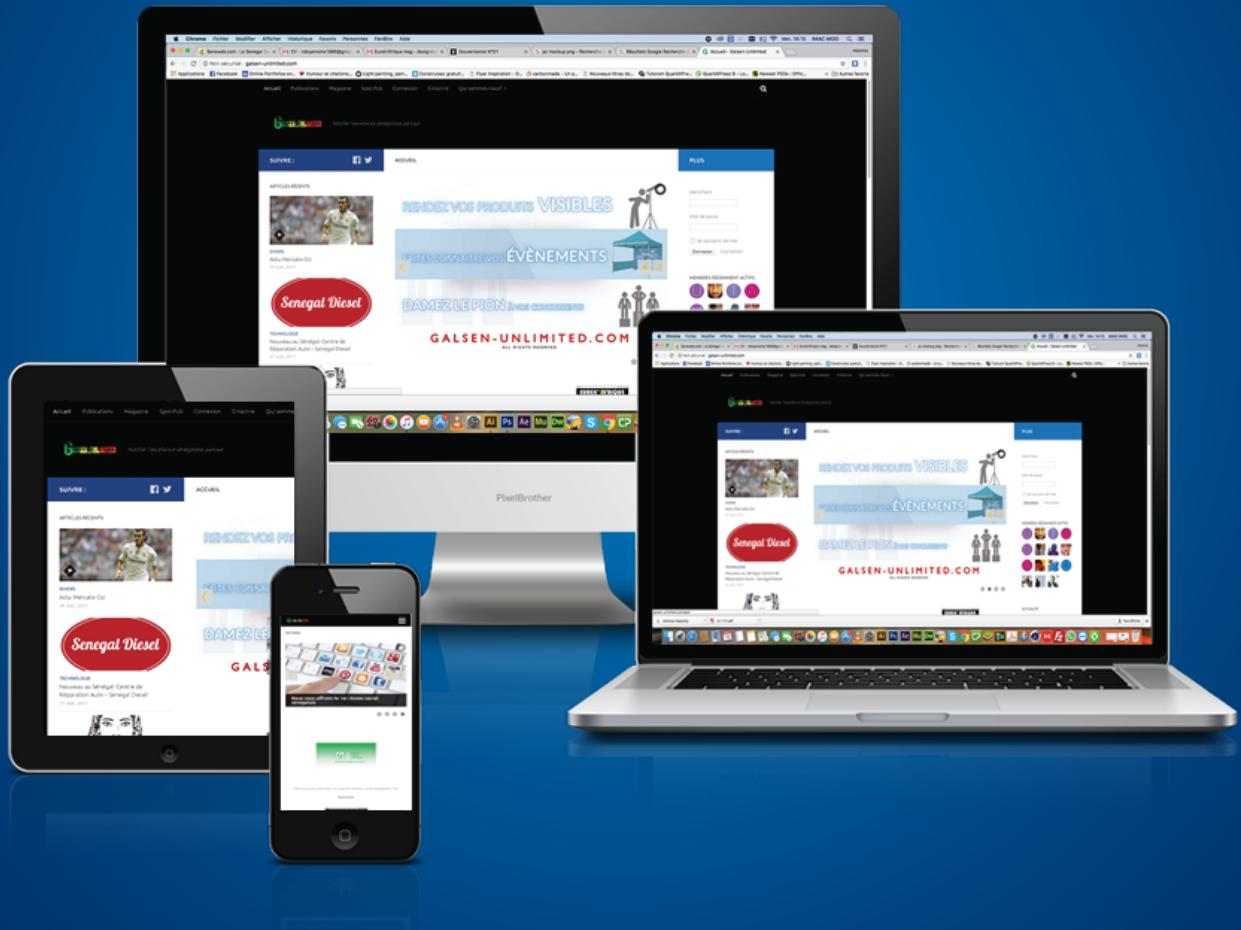
PAUL KAGAME

Zoom sur la particularité de cet homme et sur ses œuvres présidentielles qui lui ont valu une troisième réélection avec plus de 98% des voix.

- **A la découverte de la dame de fer nigériane Ngozi Okonjo Iweala**
- **Zoom sur l'émergence économique des pays africains lusophones**
- **Législation des réseaux sociaux**



*"Le premier Magazine africain ayant pour but
de faire renaitre le diktat du savoir"
disponible sur notre site web*



www.galsen-unlimited.com

SOMMAIRE

L'éditorial

Par Khady Racine Sow Page 5

Chronique Internationale

Par Mouhamed Diéne Page 6

La Projection Kagamé

Par Mouhamed Diéne Page 9

Focus : l'émergence des pays africains lusophones

Par Alioune Aboutalib LÔ Page 13

Découverte : Ngozi Okondjo Iweala

Par Beatrice Khadijatou Gaba Page 17

Notre Vision: La Lybie

Par Alioune Aboutalib LÔ Page 19

Oeil du juriste: Législation des réseaux sociaux

Par Alioune Aboutalib LÔ Page 21

Santé : La chirurgie

Par Fatmy Chéhim Diaw Page 23

Leadership : AIESEC

Par Mamadou Dione Pouye Page 25

Parlons Science: La nanotechnologie

Par Mahamed Lamine Guindo Page 27

Pensée de Filles : Superwoman

Par Soda Marieme Ndiaye Page 29



L'EQUIPE

Directeur de Publication

Alioune Aboualib LÔ

Assistante direction :

Coumba Wéllé

Vice-directeur de publication :

Babacar Samb

Rédactrice en chef:

Khady Racine Sow

Adjoint:

Amadou Laye Dicko

Secrétaire Général :

Ahmadou Bachir Sadio

Chargé de Communication :

Mouhamadou Lamine Ndiaye

Adjoint(e)s:

Frederic Mbengue

Beatrice Khadijatou Gaba

Directrice Marketing :

Fatmy Chéhim Diaw

Directeur Service Commercial:

Mamadou Dione Pouye

Adjoint (e)s :

Aicha Kane, Doudou Diop,
Penda Diop, Khadija Ndoye

Direction Artistique:

Amadou Salla Ndiaye

Mohamed Ndoye - Mame Ch. A. Bamba Mb. faye

Service Informatique :

Mahamed Guindo

Mamadou Dahy Diallo - Mouhamed Ndiaye

Directrice service comptabilité et finances:

Seynabou Khaïridine

Adjoint:

Malick Niang

Directrice des ressources humaines:

Soda Marieme Ndiaye

Adjointe :

Monique Faye

Directeur Service Juridique :

Pape Ababacar Mbaye Pouye

Adjoint:

Djibril Dieye

Rédacteurs :

Alioune Badara Sene - Serigne Mansour Diouf

Ndeye Diagne - Mame Diarra Gueye

Papa Gnanguir Mané - Pape Moussa Ndiaye

Fama Kébé - Mouhamed Diéne - Habi Diop



Par **Khady Racine SOW**

L'émergence, concept né depuis les années 80 aux États-Unis, désigne l'état d'un pays par rapport à son accroissement significatif du revenu par habitant et leur part dans le revenu mondial est en forte progression. De ce concept est apparu un éclatement du Tiers-Monde avec la sortie de certains pays du sous-développement qui rattrapent le niveau de vie des pays riches tandis que d'autres se marginalisent.

'Le manque de stabilité dans certains pays, pas assez d'emploi et l'inégalité dans la richesse sont des contraintes face à l'émergence'

La violence et les guerres tribales, le terrorisme récemment en fureur dans certains pays du Sahel, l'instabilité politique et la confiscation des droits des populations par certains gouvernements font du continent une mine qui fait peur et surtout mettent en péril des désirs d'unité, de partages et de développement. De plus, l'émergence des pays d'Afrique est considérée comme le produit soit de l'aide étrangère ou le transfert des fonds par les migrants, elle est considérée comme un rêve éveillé par les analystes et certains africains aux regards des faits et des circonstances.

Afrique : Espérer l'émergence ?

'L'existence des pays qui ont du pétrole et le démarquage des pays du Nord donne un regain d'espoir'

Face à ce pessimisme et surtout à un rêve et un espoir souvent sans fondements disent-ils, il est important de se rappeler l'existence des pays comme le Nigéria, L'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Angola. Même si le pétrole est un facteur décisif pour certains. L'Afrique du Sud, victime de l'Apartheid il y a quelques années montre l'exemple même d'une possible émergence pour ceux qui pointent du doigt la violence et l'instabilité. Le Nigéria avec 580,5 milliards de dollars de PIB et 177 millions d'habitants est la puissance africaine du XXI^e siècle. L'Égypte et le Maroc représentent bien les pays arabes du Nord et commencent à s'imposer dans le marché international.

Les défis sont à relever et les contraintes encore présents et pesants, mais le rêve et surtout l'espoir d'émergence sont permis dans un continent souvent trop faible ou trop exploité par les autres. Le plus important est l'unité et la paix pour que le reste puisse suivre sans faute. Il ne faut surtout pas oublier l'auto-développement. Le temps est venu donc de réaliser les rêves et avoir un fondement d'espoir.



Chronique International

Les Rohingyas

ou le peuple le plus persécuté au monde selon l'ONU

Ces derniers jours l'actualité internationale est largement marquée par la persécution des Rohingyas en Birmanie. Aussi connu sous l'appellation de Myanmar, les Rohingyas sont un groupe ethnique musulman qui vit principalement au Sud de la Birmanie dans l'Etat de Rangon. La Birmanie est une ancienne colonie britannique, composée majoritairement de bouddhiste à 90% où vivent les minorités les

plus persécutés de la planète. Apatrides, les Rohingyas n'ont pas les mêmes droits que les citoyens. Ils n'ont ni accès à l'école, aux hôpitaux, à l'emploi etc.

Les Rohingyas sont victimes de persécution, d'épuration ethnique de la part de l'armée bouddhiste. En 11 jours, 125 000 Rohingyas ont fui vers le Bangladesh. Cet Etat frontalier de la Birmanie est en train de vivre l'une des

plus terribles crises humanitaires des dernières années.

D'après le rapport du HCR, au total plus de 270 000 réfugiés rohingyas sont arrivés sur ce territoire en fuyant les répressions de l'armée birmane. Les bouddhistes largement islamophobes nourrissent une grande haine à leur encontre. Le plus influent d'entre eux reste le moine Ashin Wirathu.

En juillet 2013, il faisait la couverture du magazine Time, le titre du dossier : « Le visage de la terreur bouddhiste ». Il est même considéré comme le Ben Laden Bouddhiste du fait de ses discours haineux, racistes et d'incitations à la violence, à l'intolérance...

Aujourd'hui, le mutisme coupable et inquiétant de la soi-disante "communauté internationale" demeure problématique.

Aucune résolution n'est prise au niveau du Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'ONU, la CPI sont plus spectatrices qu'actrices face à ce génocide.

La présidente et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi interrogée sur la question, elle dénonce un « iceberg de désinformation ».

Ce silence noté même chez les médias pousse le président turc Erdogan à vouloir intervenir en envoyant des troupes et mettre fin à cette situation.

Décision historique de la cour suprême du Kenya



La date du 1er septembre restera longtemps dans les archives de l'histoire juridico-politique du Kenya et même du continent africain.

En effet, la cour suprême dudit pays annule les résultats du scrutin présidentiel tenu le 08 aout dernier : une décision qualifiée d'historique. Tout part de la publication des résultats de l'élection présidentielle par la commission électorale kenyane qui a déclaré le président sortant Uhuru Kenyatta vainqueur. Il aurait remporté le scrutin haut la main avec 54,27% des voix soit plus 1,4 millions de voix d'avance contre son adversaire, l'opposant Raila Odinga, 72ans, qui avait obtenu 44, 74% des suffrages pour sa quatrième et dernière

campagne présidentielle.

Contestant les résultats de la commission électorale, Raila Odinga interjeta un appel et saisit le 18 août de la cour suprême pour annulation du scrutin.

Il obtiendra gain de cause. En effet, deux semaines après sa saisine, la cour suprême seule juridiction habilitée à statuer en matière d'élection, invalide ces résultats par 5 voix sur 7, en déclarant que l'élection « n'a pas été conduite en accord avec la constitution ».

Les juges ont estimé que la victoire du président sortant Uhuru Kenyatta était entachée d'« irrégularités ».

Dans la décision, le président de la Cour David Maraga déclare la victoire de Kenyatta comme « invalide, nulle et non avenue ».

Une vérité juridique, qui pousse le pouvoir en place à organiser une nouvelle élection dans un délai de 60 jours plus précisément le 17 octobre prochain.

La Cour suprême du Kenya, créée par la Constitution, est la plus haute juridiction de ce pays. Composée de sept juges nommés par le Président de la République avec l'approbation de l'Assemblée Nationale (voir art 163), la Cour suprême constitue sur le plan interne, le dernier degré de recours pour toutes les décisions judiciaires en matière constitutionnelle ou d'ordre public.

La décision de la Cour suprême a été différemment appréciée. Le président sortant, au lendemain de la décision, n'a pas manqué à critiquer la cour suite à l'annulation de sa réélection. En s'adressant à la nation, il estime:

« personnellement, je suis en désaccord avec cette décision, mais je la respecte ». Il renchérit en ces termes « les juges ont décidé qu'ils avaient plus de pouvoirs que les 15 millions de kenyans qui ont fait la queue pour voter. Cela ne peut pas durer, nous nous pencheront sur ce problème, après les élections »

De manière générale, la décision historique, inédite, audacieuse de la cour suprême kenyane a été largement saluée à l'image de l'Union africaine à travers son Président. L'analyse de la décision de la Cour suprême montre une certaine indépendance du pouvoir judiciaire sur celui de l'exécutif. Cela témoigne que le Kenya n'est pas réfractaire à la démocratie. La démocratie en Afrique reste possible et que les élections valent la peine d'être organisées. Le Kenya vient de donner un remarquable exemple de démocratie à l'Afrique et au reste du monde.

Par Mamadou DIENE



La Projection

Paul Kagamé Réélu

Œuvre et particularité de l'homme fort du Rwanda

Comme le dit l'adage « jamais deux sans trois », après les joutes électorales de 2003 et 2010, Paul KAGAME a été une fois de plus réélu président de la République du Rwanda. Il remporte largement le scrutin du 04 août dernier avec un score de 98% des voix, une véritable consécration. Suite à sa réélection à la tête de l'Etat, la rédaction vous propose de revenir sur le parcours politique de l'homme fort du Rwanda : œuvre et particularité.

Sans la moindre surprise, les élections présidentielles tenues le 04 Aout dernier, ont été largement remportées par le président sortant Paul KAGAME. Comme il l'affirmait lors de sa campagne électorale, ces élections étaient juste une formalité pour lui. Avec 98% de l'électorat, Paul KAGAME n'a laissé aucune chance à ses adversaires en lice à la course au pouvoir, lesquelles étaient Philipe MPAY-IMANA candidat indépendant, quasi-inconnu dans le pays et Frank HABINEZA, leader de l'unique formation de l'opposition tolérée au Rwanda. Ils se partagent les miettes des suffrages restants. Cette confiance renouvelée du peuple Rwandais résulte en grande partie de l'activisme noté chez Paul Kagamé (militaire et

membre du FPR) lors du génocide des Hutus sur les Tutsis mais surtout de par sa clairvoyance à mener le pays des mille collines à bon port en matière de politiques de développement économique en tant que chef d'Etat.

“ Le Rwanda, du génocide à la croissance économique, le phénix Renait de ses cendres : Paul plus qu'un apôtre, un Messie pour son pays”.

En 1994, le Rwanda entre dans une phase sombre et terrible de son histoire. En effet, suite à l'assassinat au mois d'avril du président Habyarimana, ce petit pays enclavé d'Afrique Centrale est frappé de plein fouet par un violent génocide opposant les Hutus aux Tutsis.



Dévasté, le Rwanda plonge ainsi dans une situation chaotique. Le bilan est lourd. Dans un intervalle de trois mois, on dénombre environ près 800.000 victimes. Paul KAGAME comme un messie s'illustre avec sa rébellion du Front Patriotique du Rwanda (FPR) pour sauver son pays et mettre un terme à cette épuration ethnique dont était victime sa communauté les Tutsis. Il va d'ailleurs jouer un rôle décisif en chassant alors de Kigali les extrémistes Hutus et en mettant fin au génocide que ces derniers avaient déclenché trois mois plus tôt.

Après cette tragédie humaine, cette barbarie qui ne dit pas son nom, tout semblait perdu et personne ne voyait de sitôt le Rwanda se remettre de ses douloureuses séquelles. En effet, le problème majeur en Afrique demeure la reconstruction post-conflit. Beaucoup de pays qui ont connu une situation de crise, ne l'ont malheureusement pas dépassé. Pis ils sont le plus souvent affaiblis, déstabilisés voire même "perdus". Cependant, le cas du Rwanda se présente comme une exception et un exemple pertinent de réussite. Comme, le dit-on souvent le phénix renait toujours de ses cendres. Le Rwanda, grâce à l'engagement de son leader Paul Kagamé va enterrer cette page obscure de son histoire. Il fallait se projeter, un pari relevé avec succès par le pays des mille collines. Après les douleurs évènements, Paul Kagamé est promu Vice-président en même temps que ministre de la défense. Mais son élection à la tête du pays n'interviendra qu'à l'aube du troisième millénaire.

Paul Kagamé l'homme fort du pays depuis juillet 1994, n'est porté à la tête de ce pays qu'en avril 2000. Il est élu président de la république du Rwanda par le parlement. Sans perdre de temps, il s'attèle au travail et va poser des actes forts en matière de réconciliation et de développement. Conscient du fait que le développement ne pourrait se faire sans une réelle harmonie et une attente nationale,

une nouvelle constitution est adoptée en 2003. La réconciliation et la mise en place d'une nation forte et soudée constituaient d'abord le socle d'une prospérité nationale. C'est ainsi, l'un des aspects de ladite constitution qui entre dans le cadre de l'apaisement des tensions interethniques (Hutu et Tutsi). Les autres aspects ont traits aux valeurs et principes liés à une meilleure démocratie, la croissance économique entre autres.

Le nouveau Singapour d'Afrique, le Rwanda un modèle de développement

Dès son arrivée au pouvoir, Paul Kagamé initie la Vision 2020. C'est un projet qui s'étale sur une vingtaine d'années. Vision 2020 est un programme de développement conçu pour aider le pays à atteindre le statut de pays intermédiaire d'ici 2020 et d'accélérer la croissance annuelle de son PIB à 10% au cours de la période 2013-2018. Paul Kagamé a su insuffler au Rwanda la volonté de se reconstruire. Au cours des deux dernières décennies de grands efforts sont consentis sur l'ensemble du pays. Les investissements majeurs sont ainsi orientés dans les domaines pivots (des infrastructures, de la santé, l'emploi, agriculture et surtout l'éducation), et ont permis à propulser toutes les courbes dans les bonnes directions. Ces progrès en matière économique sont aujourd'hui devenus une réalité palpable. La croissance rwandaise avoisine en moyenne les 7%. Le jeune Etat enclavé d'Afrique centrale avec ses quelques 26 338 km² est en phase de devenir le Singapour de l'Afrique.

Il se relève comme un modèle sûr et efficace de "développement" dans le continent. Cette prouesse économique du Rwandais est largement reconnue et saluée à travers le monde.



Le Rwanda attire davantage les investisseurs étrangers. On parle d'ailleurs même d'un miracle rwandais. Cette renaissance, le pays le doit en grande partie à son Chef : un visionnaire.

La particularité de l'homme fort du Rwanda depuis juillet 1994 : Paul le visionnaire

Les louanges à l'encontre du président rwandais sur la scène internationale ne manquent pas, d'ailleurs elles fusent de partout, du démocrate Bill Clinton à David Cameron en passant par Tony Blair tous saluent à juste valeur la gestion de KAGAME. Ils nourrissent pour l'homme une grande admiration et du respect pour le succès rwandais.

Tony Blair le qualifie de Visionnaire. Kagamé a su mettre le pays sur les rails du développement. Cela lui vaut d'être régulièrement invité par les grandes universités américaines. Il y a quelques mois, il se rendait à Harvard Business School, pour la quatrième fois en six ans pour intervenir sur le thème " la transformation économique du Rwanda". Si aujourd'hui, il dirige depuis dix-sept ans sans partage avec son parti le FPR, cela s'explique outre que par sa vision, son courage, son engagement et surtout son sens du patriotisme.

Il a mis fin au génocide et s'est engagé avec ses frères à bâtir le pays. Réputé ferme vis-à-vis de l'Occident notamment avec la France, pays avec lequel le Rwanda entretient des relations diplomatiques difficiles. Ces dites relations oscillent entre gel et dégel. La France avait même renoncé à prendre part à la commémoration des vingt ans du génocide en Avril 2014.

Les critiques à l'encontre de Paul Kagamé

Malgré son charisme, son engagement et sa clairvoyance, Paul Kagamé fait face sur la scène internationale à de nombreuses critiques d'une "infime partie". Ces derniers taxent son régime d'autocratique qui ne laisse pas émerger des forces de l'opposition d'où l'absence d'un réel contrepouvoir. Un seul parti politique de l'opposition est admis. De plus ses membres sont largement intimidés parfois même condamnés où contraints à l'exil, pour couronner le tout, les médias sont sous l'emprise du gouvernement.

Paul Kagamé parti pour rester président jusqu'en 2034

Contraint par la loi de ne pas excéder deux mandats consécutifs, la réforme constitutionnelle lancée 2015 à travers un projet référendum lui permet de briquer un troisième mandat. Aujourd'hui et plus que jamais, Paul Kagamé est parti pour rester président jusqu'en 2034. Il n'existe pas véritablement une offre politique, pas d'alternative estimée à la hauteur des réalisations de l'homme fort du pays des mille collines.

Par Mamadou DIENE



Focus

Emergence des pays africains lusophones : cas de l'Angola et du Cap-Vert.

Aujourd’hui, l’Afrique toute entière semble bien s’inscrire dans une dynamique d’émergence passionnante. Les pays dotés d’une stabilité politique progressive tentent de devenir eux-mêmes de nouveaux eldorados pour leurs populations.

Ces dernières années, les pays qui semblent

tirer davantage leur épingle du jeu sont sans doute les pays anglophones mais aussi et surtout les pays lusophones, chapeautés par l’Angola. Ce-dernier auquel on joint le Cap-Vert et le Mozambique deviennent aujourd’hui les nouveaux bons élèves d’une perspective d’émergence à la chinoise.

Le mobile :

Les pays lusophones africains ont connu une décolonisation assez dure, avec une répression sanglante et une expiation pointue des richesses des pays.

La décolonisation a connu son épilogue pour les 5 pays lusophones africains dans les années 70, après plus d'une décennie de lutte armée enclenchée en Angola par le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), au Mozambique par le Front de Libération (Frelimo), en Guinée et au Cap-Vert par le Parti pour l'Indépendance de la Guinée et Cap-Vert (PAIGC) sous la houlette d'Amílcar Cabral.

Il était question donc de rebâtir pour chacun une souveraineté territoriale, économique et institutionnelle en débris et de rattraper un retard sur les autres pays africains dont la majeure partie connaissaient déjà le soleil des indépendances depuis l'aube des années 50 et 60.

Le cas de l'Angola : une colonisation inversée

L'Angola est aujourd'hui le symbole d'une revanche coloniale parce qu'elle constitue elle-même la nouvelle destination des travailleurs portugais. 200 000 portugais ont quitté l'ancienne force coloniale lusitanienne pour rallier la désormais 3e puissance économique de l'Afrique subsaharienne. Un vrai coup de poker de l'histoire. Ce pays qui était pourtant théâtre d'une guerre civile jusqu'aux débuts des années 2000, enregistrait une croissance économique phénoménale de 21% avant la crise du pétrole (l'Angola est le deuxième pays africain producteur de pétrole) de 2007. C'est justement cette crise qui a entraîné la chute du PIB mais est resté intéressant car sous-tendu par les autres domaines d'activités que sont l'agriculture, la pêche, les industries et la construction. Des domaines qui demandent des besoins immenses en ingénieurs, techniciens, financiers et font plus que jamais de l'Angola la destination privilégiée des lusitaniens.



Le cas du Cap-Vert : transformer ses faiblesses en forces

L'archipel du Cap-Vert est un pays fondamentalement isolé du continent africain, situé à l'extrême occidentale. Cet isolement constitue le premier handicap et en fait un prétexte tangible pour ses populations qui ont choisi l'émigration comme porte de survie. C'est l'un des rares pays (avec le Liban et l'Arménie) à avoir une population de sa Diaspora supérieure à celle des résidents (700 000 émigrés contre 500 000 résidents au pays). Le Cap-Vert n'a pas hérité de la sympathie de mère nature non plus en ce qui concerne ses ressources naturelles qui sont assez insignifiantes.

A cela s'ajoute une configuration territoriale non homogène exprimée en un confetti d'îles relativement distantes. Mais ces imperfections, aussi désastreuses qu'elles semblent, sont devenues aujourd'hui les points d'impulsion de l'émergence capverdienne. Depuis la fin du communisme qui s'est traduit par l'instauration du multipartisme au Cap-Vert, le pays s'est fixé le défi de faire d'une petite nation pauvre et isolée, un modèle africain de croissance et de bonne gouvernance, qui lui vaut le statut de pays à revenu intermédiaire depuis 2007. Ce développement fulgurant a été possible du fait de la conversion des faiblesses en force.

En effet, les seules ressources naturelles dont peut se vanter le pays sont les ressources halieutiques. Le pays importe 90% de ses besoins alimentaires car, à cause de sa configuration territoriale seules 4 îles sur 10 pratiquent une activité agricole intéressante.

Ce qui fait qu'après une tentative vaine d'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, le pays s'est tourné vers des activités de services à haute valeur ajoutée.

Cela s'est traduit par l'exploitation de la position géostratégique basée sur un développement du commerce de transit, du transport et du tourisme.

Pour augmenter surtout sa visibilité commerciale et son volume d'échanges, le Cap-Vert est devenu membre de l'OMC depuis 2008. Son isolement d'autrefois n'est qu'un mauvais souvenir car inséré désormais dans le circuit des flux mondiaux.

Se positionnant entre l'ancienne puissance tutélaire portugaise et la grande puissance lusophone actuelle qu'est le Brésil, le Cap-Vert est aujourd'hui le carrefour d'échanges entre les pays lusophones africains et les autres contrées de la même contingence linguistique. La Diaspora capverdienne présente en Afrique de l'Ouest surtout (au Sénégal notamment) de même qu'en Europe et en Amérique du Nord et qui était perçue comme la preuve de la fuite des forces de la nation, est devenue un élément clé de l'émergence du pays, en participant jusqu'à hauteur de 12% du PIB.

Le relief accidentel qui faisait aussi obstacle au développement est exploité aujourd'hui à fond pour l'essor des énergies renouvelables, l'éolienne en l'occurrence. C'est ainsi qu'une situation défavorable d'emblée a été convertie en dynamique gagnante pour le Cap-Vert.

Ces pays lusophones tracent aujourd'hui une politique économique assez dynamique et le doivent surtout à leur stabilité politique. Ils travaillent de concert avec le Portugal et le Brésil et se fixe donc des flux d'échanges et de partenariat assez développés.

Avec une politique diversifiée et qui n'est pas seulement garantie par les ressources naturelles, les pays africains lusophones sont en train de donner une leçon d'émergence à la face du monde et de l'Afrique en particulier.

Par Alioune Aboutalib LÔ

Focus





Découverte

La dame de fer nigériane **Ngozi Okondjo Iweala**

Ngozi Okondjo Iweala est née le 13 juin 1954 à Ogwashi-Ukwu, dans le delta du Niger. Economiste de formation, diplômée d'Harvard et du Massachusetts Institute of Technology (MIT), elle rejoint la Banque Mondiale en 1982. Elle fut également la première femme à occuper la fonction de ministre des finances au Nigéria en 2003.

Docteur en économie régionale et développement elle va faire une vingtaine d'années à la banque mondiale où elle occupera des postes décisifs et stratégiques comme celui de vice-présidente et de secrétaire générale.

Durant son service elle travaillera comme Directrice en charge du changement institutionnel et de la Stratégie (1995-1997) de la Banque, elle travaillera en Asie de l'est (1997-2000), notamment lors de la crise financière asiatique et au moyen orient (2000-2003) où elle fut la Directrice de Stratégie et Opérations. Nommée ministre des finances par le président Obasanjo en 2003, elle va redresser les finances publiques du Nigéria avec une croissance qui atteint les 6% en moyenne et entame ainsi un combat acharné contre la corruption et une lutte pour la transparence fiscale.

Après renégociation, elle réussit à ramener la dette publique de son pays de 35 à 5 milliards de dollars et est ainsi élue ministre africain des Finances de l'année 2005 par le Financial Times.

En 2007, elle est rappelée à la banque mondiale pour occuper le poste de directrice générale qu'elle quitte à nouveau en 2011 pour un second mandat au ministère des finances du Nigéria. Son retour n'est cependant pas vu d'un bon œil car pour beaucoup de fonctionnaires et d'hommes d'affaires qui avaient obtenu un accès illégal aux finances publiques, son retour signifiait la mort d'une poule aux œufs d'or.

Elle a d'ailleurs commencé, en instaurant des fichiers biométriques, par éliminer 46821 fonctionnaires fictifs à qui l'Etat payait chaque mois.

Ce qui lui vaut des menaces de mort et le kidnapping de sa mère le 9 décembre 2012. Les ravisseurs exigent alors une rançon et sa démission. Mais cela ne fait pas pour autant reculer la dame de fer.

Une de ses mesures est d'arrêter les subventions aux distributeurs d'essence, ce qui double le prix du carburant à la pompe, pour financer des investissements dans les infrastructures et dans la santé des femmes enceintes.

En 2015 elle démissionne et devient présidente du conseil d'administration de GAVI Alliance, une organisation favorisant l'accès à la vaccination en Afrique. Le docteur Okonjo-Iweala est membre de plusieurs conseils d'administration dont l'Initiative Globale de Clinton, l'Institution de Nelson Mandela, les Amis du Fonds Global Africain.

Elle a également servi de conseillère à bon nombre de groupes d'investissements internationaux, travaillant sur les marchés émergents et a animé divers débats et causeries sur le développement en Afrique et au monde. Dr. Okonjo-Iweala a été la fondatrice de la toute première organisation nationale de recherches d'opinions au Nigeria (NOI Pools), en partenariat avec l'organisation de Gallup.

La dame de fer a également reçu plusieurs distinctions notamment un doctorat honoraire en lettres de l'Université de Dublin, Trinity College en 2007 ; un doctorat honoraire en droit de Colby college en 2007 et de Brown University en 2006 ; un doctorat honoraire en lettres humaines de l'Université du Northern Caribbean Université, Mandeville, Jamaïca en 2005, le prix du Héros Européen pour l'année 2004 de Time Magazine pour son travail sur la réforme économique du Nigeria.

Elle a été nommée parmi les 100 femmes les plus puissantes par le magazine Forbes en 2006.

Mariée au chirurgien Ikemba-Iweala, le docteur Okonjo-Iweala est aujourd'hui une femme d'influence, de pouvoir, épouse et mère accomplie qui en inspire plus d'une.

Par Beatrice Khadijatou GABA



Notre Vision

Les véritables réalités de la Libye de Kadhafi.

Le jeudi 20 Octobre 2011 mourrait le guide libyen après 27ans de règne sans partage. Un homme qui, pendant toute sa vie de chef d'Etat a été toujours décrié par la communauté internationale et surtout, peint par les médias comme un dictateur sans cœur et sans scrupule. De sa garde rapprochée constituée de femmes appelées les amazones, on ne voyait en lui qu'un fou, pervers qui avait perdu tout sens des bonnes attitudes.

Mais notre vision à nous, est tout autre. Pourquoi le nombre d'immigrés libyens en France et dans l'ensemble de l'Europe était-il infiniment plus faible que celui des immigré(e)s algérien(ne)s, tunisien(ne)s et marocain(ne)s ?... La plupart du temps quand les gens quittent leurs terres natales c'est parce qu'ils partent à la quête d'une vie meilleure.

Les libyens eux, avaient déjà leur eldorado chez eux. L'enfer en Libye, galvaudé et divulgué de toute part, que se plaisait à suggérer la propagande médiatique occidentale, était bien différent des vraies réalités de la Libye qu'avait bâti Mouammar Kadhafi.

La prouesse de cet homme réside d'emblée dans sa réussite pour avoir dressé un modèle d'Etat unique au monde : la Jamahiriya.

Un terme sans véritable équivalent en français mais que l'on traduit le plus souvent par « Etat de masses » ou « République de masses ». C'est un type d'Etat dont le fonctionnement est inédit et qui faisait de la vie des libyens un luxe. Ce qui suit est juste une énonciation non exhaustive des preuves de notre vision sur Kadhafi.

L'électricité à usage domestique est gratuite. L'eau à usage domestique est gratuite. Le prix d'un litre d'essence est de 0,08 EUROS.

Le coût de la vie en Libye est beaucoup moins élevé que celui qui prévaut en France.

Par exemple, le prix d'une demi baguette de pain en France est d'environ 0,40 Euros, tandis qu'en Libye il est de 0,11 Euros.

Si on voulait acheter 40 demi baguettes de pain en France, cela reviendrait donc à 16 Euros, alors qu'en Libye on les paierait 4,40 Euros...

Les banques libyennes accordent des prêts sans intérêts. Les citoyens n'ont pas d'impôts à payer, et la TVA n'existe pas.

L'Etat a investi beaucoup d'argent pour la création de divers emplois. La Libye ne doit de l'argent à personne et ne doit pas un centime à personne. La France a 233 milliards de dettes en janvier 2011, soit 67% du PIB.

Le prix pour l'achat d'une voiture (Chevrolet, Toyota, Nissan, Mitsubishi, Peugeot, Renault...) est au prix d'usine (voitures importées du Japon, Corée du sud, Chine, Etats-Unis...). Pour chaque étudiant voulant faire ses études à l'étranger, le "gouvernement" attribue une bourse de 1 627,11 Euros par mois.

Tout étudiant diplômé reçoit le salaire moyen de la profession du cursus choisi s'il ne trouve pas d'emploi. Lorsqu'un couple se marie, l'Etat paie le premier appartement ou maison (150 mètres carrés). Chaque famille libyenne, sur présentation du livret de famille, reçoit une aide de 300 EUROS par mois.

Il existe des endroits nommés « Jamaiya », où on vend à moitié prix les produits d'alimentation pour toute famille nombreuse, sur présentation du livret de famille. Tout retraité perçoit une aide de 200 Euros par mois. Pour tout employé dans la fonction publique, en cas de mobilité nécessaire à travers la Libye, l'Etat fournit une voiture et une maison gratuitement.

Et quelque temps après, ces biens sont à lui. Dans le service public, même si la personne s'absente un ou deux jours, pas de déduction de ces jours sur son salaire, et pas de justificatif de maladie.

Tout(e) citoyen(ne) libyen(ne) n'ayant pas de logement peut s'inscrire auprès d'un organisme d'Etat, et il lui en sera attribué un sans qu'il ou elle n'avance aucun frais, et sans crédit. Le droit au logement est fondamental, en Libye. Et un logement doit appartenir à celui qui l'occupe.

Tout citoyen libyen souhaitant faire des travaux dans sa maison peut s'inscrire auprès d'un organisme d'Etat, et ces travaux seront effectués gratuitement par des entreprises de travaux publics choisies par l'Etat.

Le souci de l'égalité entre hommes et femmes prévaut, et les femmes ont accès à des fonctions importantes et à des postes de responsabilité.

Chaque citoyen(ne) libyen(ne) peut s'investir activement dans la vie politique et dans la gestion des affaires publiques, aux niveaux local, régional et national, dans le cadre d'un système de démocratie directe (cela va des Congrès populaires de base, permanents, jusqu'au Congrès général du peuple, le grand congrès national qui se réunit une fois par an)

Cela explique notre vision vis à vis de lui : Mouammar Kadhafi. La question qu'il nous tente de poser est maintenant : comment seraient les Etats-Unis d'Afrique si Kadhafi avait réussi à les dresser ?



Par Alioune Aboutalib LÔ



Oeil du Juriste

Législation des réseaux sociaux

L'édition de la règle de Droit se consacre à la réglementation de tout acte d'individu. Qu'il soit une personne physique ou morale, le Droit ordonne sa prestation sociétale quelle que soit le moment, le lieu ou la manière.

L'internet, qui est l'entité par excellence de l'expression de la personnification virtuelle de l'individu ne fait pas exception à cette règle et fait partie de nos jours nécessairement au champ d'édition de la règle de Droit.

Le compartiment qui fait le plus l'objet d'actions et de suivis juridiques est sans doute les réseaux sociaux, qui sont devenus ces dernières années une scène de tissage à grande échelle de relations humaines et un espace de communication et d'échanges à outrance. Ce développement fulgurant d'internet qui associe l'interprétation de la vie publique et privée de chaque individu fait en sorte qu'une législation pointue et subtile doit être mise en vigueur pour éviter toute anarchie dans cette société virtuelle.

La création d'un profil sur les réseaux sociaux comme Twitter, Linkedin, Facebook, ... suppose la diffusion quelques fois d'informations personnelles qui en font d'emblée des cibles du Droit. Cela interpelle surtout la responsabilité des utilisateurs, des prestataires de services tels que les fournisseurs d'accès, les fournisseurs de contenus et les hébergeurs, grossièrement des détenteurs des informations préjudiciables.

La responsabilité civile peut être retenue sur le fondement de l'article 118 du COCC qui dispose qu': « est responsable celui qui par sa faute cause un dommage à autrui ». Cette disposition permet d'attester que les utilisateurs qui causent un dommage à autrui par le biais d'un réseau social sont tenus, en principe, de le réparer personnellement.

Cela expose des problématiques juridiques autour du droit d'auteur, de la protection des données personnelles, de la responsabilité des sites de réseaux sociaux, de l'application de la réglementation relative à la publicité sur les réseaux sociaux, de la diffamation, de la pornographie, de la haine raciale, du terrorisme etc.

Parallèlement, l'identification de ces responsabilités reste un casse-tête juridictionnel depuis l'émergence de la dématérialisation des contenus informationnels, de même que la désignation de la juridiction territorialement compétente (pour les litiges notés dans les contenus de message) qui se heurte à la détermination de la loi applicable.

Ces difficultés ont été déjà connues et relevées par le législateur sénégalais qui, à travers les exposés des motifs de la loi relative à la cybercriminalité, affirme que la transnationalité, l'immatérialité, la volatilité et l'anonymat des acteurs des actes répréhensibles dans les réseaux sociaux contribuent à brouiller les repères du système pénal.

Néanmoins le Sénégal dispose d'un arsenal juridique sur lequel le juge s'appuie pour statuer en général au cas échéant sur les éventuels litiges engendrés par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Cet arsenal tourne autour du Code des Obligations Civiles et Commerciales, la loi 2008-11 portant sur la cybercriminalité, la loi 2008-12 sur la protection des données à caractère personnel, et la loi 2008-41 du 20 août 2008 portant sur la cryptologie.

La loi 2008-11 portant sur la cybercriminalité, faisant l'objet d'une incorporation dans le code pénal, a prévu des peines aussi bien pour les utilisateurs des réseaux sociaux que pour les personnes morales fournisseurs d'accès ou hébergeurs ou encore les opérateurs.

Au Sénégal, des litiges sur l'utilisation de photos ou de vidéos d'un tiers ont notamment fait la une récemment.

L'utilisation de ces données d'une personne sans son consentement expose pourtant son auteur à des sanctions pénales.

« Ainsi, en application de l'article 431-22 de la loi n°2008-11 du 25 janvier 2008 portant sur la Cybercriminalité, ces sanctions pénales peuvent aller d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à sept (7) ans et d'une amende de 500.000 à 10.000.000 de francs CFA ou de l'une ou l'autre de ces deux peines" rappelle la commission. »

Cependant, le mot du législateur sénégalais sur l'utilisation des réseaux sociaux n'est pas concret. Les lois préétablies sont donc en majeure partie empruntés à la Cybercriminalité ou au Codes des Obligations Civiles et Commerciales. Les litiges qui peuvent être observés et non passibles aux sanctions prévues par les lois ci-haut relèveront donc de la jurisprudence.

Par Alioune Aboutalib LÔ



Santé

Etayons le pseudo-miracle de la chirurgie esthétique

Dans une société où l'on accorde autant d'importance à l'apparence, la chirurgie esthétique y trouve une place de choix. Elle s'est développée au vingtième siècle, principalement en raison de l'émancipation de la femme. La chirurgie esthétique a pour but d'améliorer un corps jugé disgracieux avec un résultat le plus proche possible du projet défini entre le chirurgien et l'opérant.

L'importance d'une indication bien posée.

Le simple désir de modifier son apparence, qu'il s'agisse du visage ou de la silhouette, ne peut justifier à lui seul une intervention.

La chirurgie esthétique n'est pas un acte de cosmétologie anodin. Pour être plus précise, elle n'est pas sans danger.

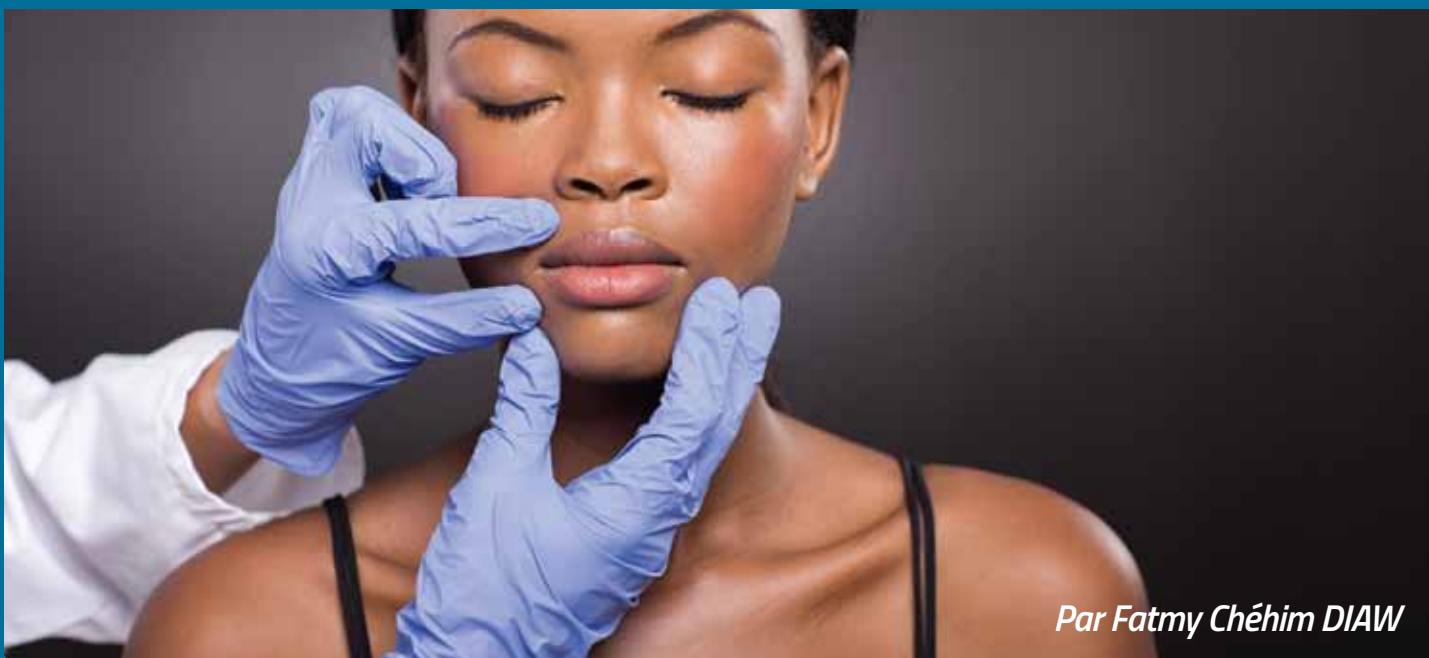
Les médias en quête de sensationnel peuvent la présenter comme un moyen surnaturel de modifier n'importe quelle partie du corps ou du visage, mais cette image prêtée à la chirurgie esthétique est souvent déformée, ou alors concerne des patients avec des demandes pathologiques.

L'intervention n'est réussie que s'il existe de véritables arguments anatomiques (étude de la structure et des organes d'un être vivant) et que si elle est bénéfique à l'opéré, et ce, à long terme.

La chirurgie esthétique : un luxe à risque

La chirurgie est une science très ambitieuse et inexacte. Toute opération doit être mûrement réfléchie. On ne se lève pas du jour au lendemain pour aller faire une chirurgie sur un coup de tête. C'est le devoir du chirurgien de savoir ce qui est raisonnable de faire, et de communiquer au patient les conséquences. Les risques peuvent être anesthésiques (éruption cutanée ou décès), hémorragiques, infectieux ou cicatriciel.

C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi impose un délai de 15 jours entre le jour de la consultation et celui de l'opération, et d'une remise d'un document appelé : Consentement éclairé. Aussi, beaucoup de patients souhaitent que le résultat soit naturel, un changement qui ne pourra pas se faire remarquer. Certains en ressortent satisfaits, d'autres ne se reconnaissent plus.



Par Fatmy Chéhim DIAW



Leadership

A la découverte d'une organisation dénommée **AIESEC**

GENESE :

Tout a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale (1948), période où le monde était bouleversé, plongé dans le chaos, le désespoir. Il régnait la loi du plus fort et personne ne pouvait compter sur personne pour s'acquitter ne serait-ce que d'une aide en nourriture, en habillement, d'un toit, bref d'un certain réconfort.

C'est dans ce contexte là qu'une nouvelle génération de LEADERS a émergé pour reconstruire leurs pays.

Il était nécessaire alors de préparer les jeunes pour les challenges qui les attendaient.

Sous ce rapport, sept (7) étudiants de sept (7) pays européens : Belgique, Danemark, Finlande, France, Hollande, Norvège et Suède ; qui partageaient le même campus universitaire, se rencontrent pour trouver les voies et moyens devant permettre à leurs pays de travailler ensemble. Ils découvrent à travers les échanges (stages) la solution qui aiderait à développer des LEADERS et diminuerait les tensions entre les pays. C'était le début de ce qui est aujourd'hui, la plus grande organisation internationale de jeunes au monde... ils créèrent...

AIESEC :

la plateforme internationale permettant aux jeunes d'explorer et de développer leurs potentialités de leadership afin d'avoir un impact positif dans leurs sociétés.

Principes :

L'organisation se veut apolitique, indépendante, à but non lucratif. AIESEC ne fait aucune discrimination basée sur le genre, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou la croyance religieuse, les différences ethniques et les origines sociales...

L'identité de l'organisation est rendue apparante par ses valeurs qui sont au nombre de six (6) :

- Viser l'excellence, il faut toujours viser le sommet, se battre pour être parmi les meilleurs.
- Activer le leadership, à travers un environnement global d'apprentissage.
- Vivre la diversité, toutes les races s'y retrouvent (africains, asiatiques, américains, européens, indiens, etc...)

Agir durablement, toutes ses activités et projets sont alignés aux dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable.

- Démontrer ou faire preuve d'intégrité, l'organisation forme des leaders intègres.
- Participer dans la joie, c'est la joie de vivre, le always happy, le no stress.

Le mot leadership diffère d'une personne à une autre et d'une organisation à une autre.

A travers le monde, beaucoup de personnes se clame être leader sans pour autant être capable de le montrer à travers des actes concrets et convaincants. C'est la raison pour laquelle AIESEC se démarque en créant un type de leader qui a quatre (4) caractéristiques :

- 1-** Un leader orienté solution,
- 2-** Un leader qui se connaît vraiment (forces, faiblesses, capacité, limites),
- 3-** Un leader capable de booster son semblable et d'obtenir le meilleur de lui,
- 4-** Un Leader citoyen du monde.

AIESEC a un seul but : **LA PAIX ET LE PLEIN ACCOMPLISSEMENT DU POTENTIEL HUMAIN.**



Par Mamadou Dione POUYE

Parlons Science

La nanotechnologie

La nanotechnologie est l'ingénierie des systèmes fonctionnels à l'échelle d'un nanomètre. Avec 15 342 atomes, ce réducteur de vitesse à arbre parallèle est l'un des plus grands dispositifs nanomécaniques.

Popularisé par K. Eric Drexler dans les années 1980 la nanotechnologie est à la base de nombreuses recherches scientifiques de nos jours. Pour comprendre cette technologie nous devons d'abord connaître cette unité de mesure qui est le nanomètre.

Nous vivons sur une échelle de mètres et de kilomètres (en milliers de mètres), il est donc difficile d'imaginer un monde trop petit à voir. Vous avez probablement regardé des photos étonnantes dans des livres scientifiques de choses comme les acariens et les mouches photographiées avec des microscopes électro-niques.

Ces puissants instruments scientifiques font des images microscopiques, ce qui signifie une échelle de millionième de mètre de largeur. La nanoscopie implique de réduire les choses jusqu'à un tout nouveau niveau. Nano signifie "milliardième", donc un nanomètre est un milliardième de mètre.

En d'autres termes, l'échelle nanométrique est 1000 fois plus petite que l'échelle microscopique et un milliard (1000 millions) fois plus petit que le monde des compteurs où nous vivons.

Tout cela est très intéressant et assez impressionnant, mais à quelle fin?

Nos vies ont un sens sur une échelle de mètres, mais il est impossible de penser à l'existence ordinaire et quotidienne à une échelle 1000 fois plus petite que l'œil d'une mouche.

Nous ne pouvons pas réfléchir à des problèmes comme le sida, la pauvreté mondiale ou le réchauffement climatique, car ils perdent tout sens à l'échelle nanométrique. Pourtant, la nanométrie, ce monde où les atomes, les molécules (atomes réunis), les protéines et les cellules dominent, est un domaine où la science et la technologie ont une signification tout à fait nouvelle.

En zoomant sur l'échelle nanométrique, nous pouvons comprendre comment certaines choses déroutantes de notre monde fonctionnent réellement.

Vous avez probablement vu que les programmes de télévision sont conçus avec des photos satellites, où ils commencent avec une image de la Terre verte et bleue, en faisant un zoom rapide sur une échelle toujours croissante, jusqu'à ce que vous regardiez soudainement le jardin arrière de quelqu'un. Vous vous rendez compte que la Terre est verte parce qu'elle est faite à partir d'une mosaïque d'herbe verte.

Si vous continuez à zoomer, vous verrez les chloroplastes dans l'herbe: les capsules vertes à l'intérieur des cellules végétales qui produisent de l'énergie à partir de la lumière du soleil.

En augmentant le zoom un peu plus, vous verrez éventuellement des molécules à base de carbone, d'hydrogène et d'oxygène divisées et recombinées à l'intérieur des chloroplastes. Donc, la nanométrie est bonne car elle nous permet de comprendre la nanoscience: elle nous aide à comprendre pourquoi les choses se produisent en les étudiant à la plus petite échelle possible. Une fois que nous comprenons la nanoscience, nous pouvons faire de la nanotechnologie:

nous pouvons mettre la science en action pour aider à résoudre nos problèmes.

C'est ce que signifie le mot «technologie» et c'est ainsi que la technologie (science appliquée) diffère de la science pure, qui consiste à étudier les choses pour elles-mêmes.

Actuellement plusieurs domaines utilisent la nanotechnologie. Parmi ces domaines nous pouvons citer:

le domaine médical : nous avons les puces ADN et l'utilisation de quantum dots considérées comme des techniques très performantes qui permettent de soigner de nombreuses maladies dont le cancer.

Elles permettent aussi la création de prothèses plus résistantes, garantissant donc une meilleure longévité. D'après de nombreux experts, dans une dizaine d'années, les nanotechnologies permettront la fabrication d'organes humains artificiels et même des nanomachines qui pourront assurer la guérison de nombreuses maladies graves.

En ce qui concerne le domaine informatique: les téléphones portables, les ordinateurs portables, tous matériaux technologiques miniaturisés sont les conséquences de l'expansion de la nanotechnologie dans ce secteur.

Cependant elle est devenue controversée par certains chercheurs ces dernières années dû au danger qu'elle peut provoquer. Ainsi nous assistons à la naissance d'un nouveau vocable: La Nanopollution, qui n'est rien d'autre qu'un nom générique pour tous les déchets générés par les nanodispositifs ou lors du processus de fabrication des nanomatériaux.

Ce type de déchet peut être très dangereux en raison de sa taille. Il peut flotter dans l'air et peut facilement pénétrer les cellules animales et végétales provoquant des effets inconnus. Toutefois, en dépit de ces désavantages la nanotechnologie occupe une place importante dans nos vies qui, de plus en plus, dépendent de ces petites particules.

Par Mahamed Lamine GUINDO



Superwoman Comment l'être ?

Vous avez entendu parler du concept Black Girl Magic ? Peut-être que oui, peut être que non. Mais c'est une exception qui devrait vraiment être tenue en compte par nous les africaines. Nous n'avons peut-être personne pour nous le rappeler souvent, mais nous sommes Exceptionnelles, et ce bien plus qu'on ne le pense. La plupart du temps, nous sommes victimes d'un manque de confiance. Heureusement, ce n'est pas comme si c'était une maladie incurable. Il suffit juste de garder en tête certains points importants pour mieux avancer :

Tu es très belle, accepte-toi comme tu es :

« Je suis trop noire, je suis trop grosse, je suis trop mince... ». Il faut oser le dire, nous femmes aimons trop nous plaindre. Personne n'est parfait, même Nicki avec ses formes pulpeuses qui font saliver plus d'un à passer par la chirurgie esthétique. Mieux vaut utiliser cet argent pour bien manger ou faire du shopping. Mieux vaut éviter tous ces stéréotypes comme quoi il faut être de teint clair ou avoir des formes généreuses pour attirer les hommes. On ne peut pas plaire à quelqu'un si on ne s'accepte pas tel que la nature nous a dessiné, car chacun vit en étant unique. Une chose est sûre : il ne sert à rien de souffrir pour être belle si intérieurement c'est le bazar.

Self confidence, le meilleur des atouts ?

On se dit "je manque de confiance en moi, je ne suis pas assez bien pour ce job". Avons-nous pensé à voir ce dont on est capables ? C'est là qu'intervient l'expression Black Girl Magic. Il suffit de voir toutes ces femmes exemplaires comme Oprah Winfrey, Michelle Obama, ou même la jeune championne Simone Biles. Croyez-vous qu'elles n'aient pas goûté à l'échec avant de réussir ? On le dit souvent chez nous, si ça aboutit trop facilement, mieux vaut avoir peur. Alors préparons-nous physiquement à échouer, la réussite ne sera que plus alléchante.

Etre une battante

Alors oui, il y a des jours où on a juste envie de disparaître, où le monde nous tombe dessus. La vie n'est pas toujours facile certes, mais il ne sert à rien de la compliquer davantage. L'homme est le complément de la femme, mais la femme aussi doit être en mesure d'atteindre ses objectifs sans dépendre de qui que ce soit. Connaitre sa valeur, savoir ce qu'on désire, et savoir user de son Energie pour y arriver, qui a dit que seuls les hommes sont en mesure de le faire ? Beyoncé l'a bel et bien dit : We run the world !

Par Soda Marieme NDIAYE





*"Le premier Magazine africain ayant pour but
de faire renaitre le diktat du savoir"
disponible sur notre site web*



www.galsen-unlimited.com